REUNION DU CONSEIL MUNICIPAL du 19/10/2018

L'an deux mil dix-huit, le dix-neuf octobre, le conseil municipal de la commune de Livré-sur-Changeon, dûment convoqué, s'est réuni à 19h00 en session ordinaire salle du conseil municipal, sous la présidence de M Emmanuel FRAUD Maire.

- Nombre de membres en exercice : 19 - Convocations envoyées le 15/10/2018.

14 Présents : Emmanuel FRAUD, Corinne LERAY GRILL, François BEAUGENDRE, Fabienne DESBLES, Jean-Pierre DAVENEL, Emmanuelle THOMAS-LECOULANT, , Dominique LECOINTE, Gwénaél HENRY, Nadine PAIMBLANC, Jérôme DE VERBIGIER, Jean-Michel HURAUULT, Marie-Danielle BOUVET et Gérard BAUDY.

Claire JULIEN est arrivée à partir de la délibération N°5

5 Absents excusés : Christelle JAMELOT, Sébastien PAINCHAUD, Pierre KERGARAVAT, Sophie STRACQUADANIO et Bruno LERAY.

Christelle JAMELOT a donné procuration de vote à Emmanuel FRAUD

Sébastien PAINCHAUD a donné procuration de vote à Gwénaél HENRY

13 Présents et 2 procurations jusqu'à la délibération N° 4.

14 Présents et 2 procurations à partir de la délibération N°5

Fabienne DESBLE est nommée secrétaire de séance - Publication faite le 23 /10/2018.

« Affaires inscrites à l'ordre du jour »

2018-09-01 ECOLE PUBLIQUE LES KORRIGANS – Détermination coût de fonctionnement Demande participation commune de Mecé

Pour déterminer le montant à demander aux communes dans le cadre de leurs enfants scolarisés à l'école Les Korrigans et pour également fixer le montant à verser à l'OGEC dans le cadre de la convention conclue, il est nécessaire de calculer le coût de fonctionnement à l'école publique.

M le Maire présente au conseil municipal le coût de fonctionnement de l'école publique année scolaire 2017-2018 :

	2017	2016	2015	2014	2013
FOURNITURES DIVERSES	30536,73	30692,66	29353,08	28466,82	31148,68
Frais de personnel classes maternelles	77177,76	75614,80	72930,35	71857,05	69462,03
Frais de personnel classes élémentaires	15080,79	13813,55	12570,38	12570,38	9577,92
Frais de personnel toutes les classes	1609,17	1777,08	1944,05	1945,25	1931,73
	124404,45	121898,09	116797,86	114839,50	112120,4

		Rappel par année						
		dont 74 maternelle 130 primaire		2017	2016	2015	2014	2013
Nombre élèves rentrée 2017-2018 : 204								
Coût moyen par élève :	124404,45	204		609,83 €	580,47 €	581,08	546,9	546,85

Coût moyen par élève élémentaire :

Fournitures diverses	30536,73	204	149,69 €	146,16 €			
Personnel classes élémentaires	15080,79	130	116,01 €	107,08 €			
Frais personnel de toutes classes	1609,17	204	7,89 €	8,46 €			
Coût élève élémentaire :			273,58 €	261,70 €	246,48	245,4	255,93

Coût moyen par élève en maternelle :

Fournitures diverses	30536,73	204	149,69 €	146,16 €			
Personnel classes maternelles	77177,76	74	1 042,94 €	933,52 €			
Frais personnel de toutes classes	1609,17	204	7,89 €	8,46 €			
Coût élève en maternelle :			1 200,52 €	1 088,14 €	1049,41	990,04	1017,51

Participation Demandée à la Commune de Mecé :

Rentrée 2017-2018	Nbre élèves	Coût/Elève	A RECOUVRER
Maternelle :	6	1 200,52 €	7 203,12 €
Elémentaire : 10/12	10	273,58 €	2 735,80 €
2 Elémentaires 4/36	2	30,40 €	60,80 €

Cumul :	18	Cumul :	9 938,92 €
----------------	-----------	----------------	-------------------

Le conseil municipal, après en avoir délivré, par 15 voix pour

- Accepte de déterminer les coûts de fonctionnement de l'école publique les Korrigans de comme ci-dessus présentés,
- de recouvrer auprès de la commune de Mecé la somme de 9 938.92 € voir détail ci-dessus énoncé.

2018-09-02 ECOLE PRIVEE - Détermination Convention 2018 à verser à l'OGEC

Conformément à la détermination du coût de fonctionnement à l'école publique les Korrigans par décision du 19-10-2018, M le Maire propose de fixer le montant de la convention 2018 et des acomptes 2019 à verser à l'OGEC de l'école privée Notre Dame de Livré-sur-Changeon par trimestre comme suit :

Année scolaire : 2017-2018 :

Détermination convention : Nombre élèves scolarisés à Livré-sur-Changeon rentrée 2017-2018

63	609,83 €	38 419,29 €
Détermination montant par trimestre		9 604,82 €

Acomptes versés en 2018	
Acompte 1er trimestre	9 287,52 €
Acompte 2° trimestre	9 287,52 €
Acompte 3° trimestre	9 287,52 €
Déjà versé au 16-10-18 :	27 862,56 €
Solde à verser au 4° Trimestre 2018 :	10 556,73 €
Cumul année 2018 :	38 419,29 €

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, par 15 voix pour,

- fixe le montant de la convention à verser en 2018 comme ci-dessus énoncée : 38 419.29 € selon les modalités ci-dessus énoncées ;
- fixe les acomptes à verser pour les premiers trimestres 2019, dans l'attente de la détermination du coût de fonctionnement de l'année scolaire rentrée 2018-2019 à 9 604.82 € (38 419.29 €: 4 trimestres).

2018-09-03 URBANISME - 3 DECLARATIONS D'INTENTION D'ALIENER

Il est présenté au conseil municipal trois déclarations d'intention d'aliéner :

Demandeur : FEISTHAMMEL RENOULT Sophie d'Ercé Près Liffré

Propriétaire : RAVENEL Marie-Agnès

Parcelle(s) ZH 146 1200 m²

Situation Les Genêts

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, par 15 voix pour, décide de ne pas faire valoir son droit de préemption urbain sur la parcelle ZH 146.

Demandeur : Maître Corinne RIMASSON de St Aubin du Cormier

Propriétaire : HERVAGULT Stéphane et GUIGOT Isabelle

Parcelle(s) AB 272 609 m²

Situation 3 rue du Boishamon

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, par 15 voix pour, décide de ne pas faire valoir son droit de préemption urbain sur la parcelle AB 272.

Demandeur : Etude Notariale de Liffré

Propriétaire : LEBOIS Jean

Parcelle(s) AB 205 AB 206 : 980 m²

Situation 12 rue Jeanne Dufeu

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, par 15 voix pour, décide de ne pas faire valoir son droit de préemption urbain sur la parcelle AB 205 et AB 206.

2018-09-04 BUDGET COMMUNAL - DM n°3/2018

Il est présenté au conseil la décision modificative du budget communal n°3 :

Proposition DMn°3/2018	Rappel BP + DM	DM n°3/2018	
		€ en plus	€ En moins
Opération 14 : Atelier	3400,00		
D 2188 Autres immobilisations corporelles STAND 3m/6m MEFRAN		1428,00	
D 2183 Matériel bureau informatique (tel)		150,00	
Opération 67 : Salle des sports	2700,00		
D 2188 Autres immobilisations corporelles Aspirateur HYGIAL OUEST		1040,43	
Tapis gym DECATHLON		669,47	
		986,95	
Opération 73 : Ecole	0,00		
D 2188 Autres immobilisations corporelles Aspirateur GAMA 29		121,70	
Opération 82 : Voirie 2018	7200,00		
D 2188 Autres immobilisations corporelles Décor Noël		2500,00	
Opération 46 : Restaurant Scolaire	2000,00		
D2188 Autres immobilisations corporelles GAMA 29 Chariot lavage		402,56	
opération 71 : Salle polyvalente			
D 2313 Construction	3500,00		3500,00
Opération 80 : Jardins communaux			
D2188 Autres immobilisations corporelles	1500,00		2242,01
Opération 78 : Toilettes publiques			
Travaux retenus en CM 21-9-18 / 21 188,17 € TTC	38400,00		1557,10
		7299,11	7299,11

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, par 15 voix pour accepte la présente décision modificative ci-dessus présentée.

Promus-promouvables Tableau général avec Création poste

1° Promus-promouvables Création de poste :

En application de l'art. 49 DE LA Loi du 26-01-1984 la collectivité doit fixer le taux ou ratio promus-promouvables c'est-à-dire le pourcentage des promouvables (agents remplissant les conditions individuelles pour bénéficier d'un avancement de grade) qui pourraient être inscrits sur le tableau annuel d'avancement de grade et donc bénéficier d'un tel avancement de grade.

Le taux doit être déterminé par l'assemblée délibérante après avis du comité technique paritaire. Aucun avancement de grade ne pourra avoir lieu sans cette délibération. L'avis du comité Technique paritaire est requis préalablement

Grade d'origine :	Grade d'avancement : Et proposé à la création :	Ration Promu- promovables
Adjoint Technique territorial	Adjoint Technique Principal 2° Classe	100 %
Agent Spécialisé Principal des écoles maternelles	Agent Spécialisé Principal des écoles maternelles 1° Classe	100 %
Rédacteur	Rédacteur Principal 2° Classe	100 %

2° Présentation du tableau général des emplois :

Service administratif	Temps de travail	de	Nbre Agent
Rédacteur Principal 2° Classe	35/35		1
Adjoint Administratif Principal 2° Classe Echelle C2	35/35		1
Adjoint Administratif Echelle C1	35/35		1
Adjoint Administratif Echelle C1	35/35		1
CDD : Adjoint Technique Echelle C1	20/35	CDD	1

Médiathèque	Temps de travail	Nbre Agent
Adjoint du Patrimoine Echelle C1	28/35	1

Service Technique	Temps de travail	Nbre Agent
Adjoint Technique Principal 2° Classe Echelle C2	35/35	1
Adjoint Technique Echelle C1	35/35	1
Adjoint Technique Echelle C1	17.50/35	1
CDD : Adjoint Technique Echelle C1	35/35	CDD 1

Ecole : 3 postes ATSEM	Temps de travail	de	Nbre Agent
Agent Spécialisé Principal 1ère classe Ecoles maternelles Echelle C3	31/35		1
Agent Spécialisé Principal 2° classe Ecoles maternelles Echelle C2	31/35		1
Agent Spécialisé principal de 2° Classe des écoles maternelles Echelle C2	31/35		1
CDD Agent Spécialisé principal de 2° Classe des écoles maternelles Echelle C2			

Restaurant scolaire	Temps de travail	Nbre Agent
Adjoint Technique territorial Principal C2	35/35	1
Adjoint Technique Territorial C1	35/35	1
Adjoint Technique Territorial C1		
Adjoint Technique Echelle C1	21,24	1
Adjoint d'Animation Echelle C1	11,59/35	1
Adjoint Technique Echelle C1	29,10/35	1
Adjoint Technique Echelle C1	5,07/35	1
Adjoint Technique Territorial C1	6,30/35	1
Adjoint Technique Territorial C1	8,1	1

Centre Culturel	Temps de travail	Nbre Agent
Adjoint Technique Territorial C1	2,31/35	1

CAE : Agent contractuel de droit privé	20/35	1
--	-------	---

3° Demande d'autorisation de recrutement d'agents contractuels de droit public :

Les emplois permanents au sein des collectivités territoriales doivent être pourvus par des agents titulaires. Toutefois, par dérogation et dans des cas limités, les collectivités sont autorisés à :

- Recruter un agent contractuel de droit public pour la satisfaction d'un besoin temporaire d'activité (surcroit de travail, renfort d'équipe)
- Recruter un agent contractuel de droit public sur un emploi permanent (remplacement d'un titulaire)

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, par 13 voix pour et 3 abstentions,

- Valider le tableau ci-dessus présenté promus-promouvables
- valide le tableau général des emplois,
- crée les postes ci-dessus énoncés en grade d'avancement,
- valide le recrutement de contractuel(s) pour les raisons ci-dessus énoncés.

2018-09-06

PERSONNEL COMMUNAL Regime indemnitaire

Il est proposé de porter le régime indemnitaire du cuisinier gestionnaire embauché au grade d'adjoint Technique Territorial, actuellement en vigueur dans notre collectivité, dans l'attente de la mise en place du RIFSEEP :

- IAT : Indemnité Administration et de technicité avec application d'un coefficient de 8%
soit 311.40 € brut par mois
- IMP : Indemnité de mission des préfectures avec l'application d'un coefficient de 6.951
soit 662.31 € brut par mois.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, par 14 voix pour et 2 abstentions, accepte d'appliquer le présent régime indemnitaire à l'agent qui est recruté pour le poste de Cuisinier gestionnaire au restaurant scolaire dans l'attente de la mise en place de notre collectivité du RIFSEEP comme ci-dessus présenté.

2008-09-07

Liffré Cormier Communauté

Modification des statuts : Compétence politique de la ville.

VU la loi 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine ;

VU le code général des collectivités territoriales, et plus particulièrement les articles L5211-17 et L5214-16 (loi n°2014-173 du 21 février 2014, article 11-I-6°-b) ;

VU l'arrêté préfectoral n°2017-20700 en date du 29 décembre 2017, portant statuts de Liffré – Cormier Communauté ;

VU l'avis de la commission n°1 en date du 5 septembre 2018 ;

VU l'avis du bureau du 3 septembre 2018 ;

IL EST EXPOSE CE QUI SUIT :

L'article L 5211-17 dispose que « les communes membres d'un établissement public de coopération intercommunale (EPCI) peuvent à tout moment transférer certaines de leurs compétences, en tout ou partie, à ce dernier. Cette compétence peut être transférée quand bien même le transfert n'a pas été prévu par la loi ou par la décision institutive. Il peut également prévoir le transfert des biens, équipements ou services publics nécessaires à cet exercice. »

Considérant que la communauté de communes doit par ailleurs, exercer des compétences facultatives, au lieu et place des communes, pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire.

Qu'au titre de l'article L.5214-16 du Code général des collectivités territoriales, la compétence « politique de la ville » comprend : l'élaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ; animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ; programme d'actions définies dans le contrat de ville ».

Ce bloc de compétence « politique de la ville » a pour objectif :

- d'assurer l'égalité entre les territoires,
- de réduire les écarts de développement entre les quartiers défavorisés et leurs unités urbaines
- d'améliorer les conditions de vie de leurs habitants.

Les interventions sont ciblées sur les territoires les plus en difficulté.

La reconnaissance d'un contrat de ville est liée à l'existence et la reconnaissance de quartiers dits prioritaires.

Considérant que Liffré-Cormier Communauté avait déjà dans ses statuts la compétence de création et gestion d'un conseil intercommunal de sécurité et de prévention de la délinquance, Liffré-Cormier Communauté a repris et inscrit dans ses compétences facultatives la « *création et gestion d'un Conseil Intercommunal de Sécurité et de Prévention de la délinquance (CISPD)* » au titre de sa compétence politique de la ville.

Considérant que la communauté de communes n'a pas de « contrat de ville », car il n'y a pas de quartiers dits prioritaires sur son territoire, il a semblé cohérent de ne pas prendre le bloc « politique de la ville » dans son entier.

Le préfet dans son courrier adressé au président de Liffré-Cormier vient clarifier la situation :

il s'agit d'un bloc de compétences. Ainsi, une communauté de communes dont le territoire ne comprend pas de quartier prioritaire au titre de la politique de la ville, peut se doter de l'ensemble de ce groupe de compétences pour remplir les conditions d'éligibilité à la DGF bonifiée même si, dans les faits, elle n'exercera qu'une partie de cette compétence comme l'animation et la coordination des dispositifs locaux de prévention de la délinquance.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, par 15 voix pour et 1 abstention, approuve la modification des statuts de Liffré-Cormier Communauté visant à prendre le bloc de compétence « Politique de la Ville » : élaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ; animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ; programmes d'actions définis dans le contrat de ville.

2018-09-08

Liffré-Cormier Communauté

- Exercice de la compétence en matière extrascolaire – Modification statutaire

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L.5211-17 ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2017-20700 du 29 décembre 2017 relatif à l'approbation des statuts de la Communauté de Communes LIFFRE-CORMIER Communauté ;
- VU les statuts de LIFFRE-CORMIER Communauté ;
- VU l'avis du Bureau, réuni le 10 septembre 2018 ;

IL EST EXPOSE CE QUI SUIT :

Dans le cadre de l'extension de son périmètre, au 1^{er} janvier 2017, aux communes de GOSNE, LIVRE-SUR-CHANGEON, MEZIERES-SUR-COUESNON et SAINT-AUBIN-DU-CORMIER, LIFFRE-CORMIER Communauté avait intégré dans ses statuts une compétence issue de l'ex Communauté de communes à laquelle adhéraient les quatre communes, pour la gestion du temps extrascolaire (petites et grandes vacances) et du temps périscolaire, pour la gestion du mercredi, suite à la réforme des rythmes scolaires.

Cette compétence, exercée sur les quatre communes susmentionnées, avait fait l'objet d'un rattachement aux missions facultatives de LIFFRE-CORMIER Communauté selon la définition suivante : « *gestion et animation des accueils de loisirs sans hébergement (ALSH) et des espaces jeunes précédemment gérés par un EPCI* ».

La pérennité d'une maîtrise d'ouvrage portée par l'échelon intercommunal a ainsi permis d'assurer la continuité du service public auprès des usagers qui fréquentaient les structures d'accueil communautaire.

Néanmoins, dans le cadre d'une réflexion plus globale relative à la volonté d'étendre un service extrascolaire communautaire relevant des petites et grandes vacances à l'ensemble de son périmètre, LIFFRE-CORMIER Communauté et ses communes membres ont fait le choix de clarifier l'exercice de la compétence en rétrocédant la gestion du mercredi aux communes concernées à compter du 1^{er} janvier 2019 et à propos des ALSH.

Il convient donc de modifier les statuts de la Communauté de communes en faisant usage des dispositions de l'article L.5211-17 du CGCT. Afin de clarifier le rôle de la Communauté de communes, il est proposé de supprimer le libellé actuel et de le remplacer par le libellé suivant :

« *Gestion et l'animation des accueils de loisirs sans hébergement (ALSH), au titre des petites et grandes vacances, implantés sur les communes de :*

- SAINT-AUBIN-DU-CORMIER ;
- GOSNE ;
- MEZIERES-SUR-COUESNON ;
- LIVRE-SUR-CHANGEON.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, par 13 voix pour et 3 abstentions :

- **Accepte de Supprimer** le libellé statutaire rédigé comme suit : « *Gestion et animation des accueils de loisirs sans hébergement (ALSH) et des espaces jeunes précédemment gérés par un EPCI* ».
- **Approuve le projet de modification statutaire comme suit** : « *Gestion et l'animation des accueils de loisirs sans hébergement (ALSH), au titre des petites et grandes vacances, hors mercredi, et des espaces jeunes Saint Aubin du Cormier, Gosné, Mézières-sur-Couesnon et Livré-sur-Changeon.*

2018-09-09

MARCHE COMMUN

CONTROLE DU RADON DANS LES ETABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC ET AU SEIN DES COLLECTIVITES

- VU** la directive Euratom 2013/59 ;
- VU** le Décret n° 2018-434 du 4 juin 2018 portant diverses dispositions en matière nucléaire ;
- VU** l'arrêté du 27 juin 2018 portant délimitation des zones à potentiel radon du territoire français ;
- VU** l'article L.1333-22 du Code de la santé publique ;
- VU** La commission n°1 du 03 octobre 2018 ;

IL EST EXPOSE CE QUI SUIT :

Considérant que, le radon est un gaz radioactif naturel produit par certaines roches de la croûte terrestre et classé comme seconde cause de cancer du poumon derrière le tabac.

Considérant que, l'article L.1333-22 du Code de la santé publique, précisé par l'arrêté du 27 juin 2018 viennent préciser les communes qui sont obligées d'effectuer un contrôle de la présence de radon (gaz radioactif naturel) dans les crèches et établissements d'enseignement.

Considérant que l'exposition au radon peut être dommageable pour la santé publique et un certain nombre de vérifications réglementaires sont imposées, à savoir :

- Le dépistage du radon dans certains Etablissements Recevant du Public comme les crèches, les établissements d'enseignement, les établissements sanitaires et sociaux à capacité d'hébergement ;
- Une évaluation des risques d'exposition des travailleurs : obligatoire pour tous les lieux de travail situés en sous-sol ou rez-de-chaussée et doit être annexée au Document Unique. (DUER) Elle ne peut être réalisée que par des mesures.

Considérant que Liffré Cormier communauté possède plusieurs établissements recevant du public nécessitant un tel contrôle, notamment trois maisons intercommunales (Dourdain, Ercé près Liffré, Chasné-sur-Illet), deux crèches (Liffré, La Bouëxière) et le multi accueil de Saint-Aubin du Cormier.

Considérant que, par ailleurs, la ville de Liffré possède plusieurs bâtiments concernés par ce contrôle, à savoir : l'école J.Prévert ; l'école Ferry-Desnos DESNOS ainsi que l'espace inter-génération;

Considérant que Liffré Cormier Communauté souhaite passer des marchés concernant ces différents contrôles, la ville de Liffré s'est dite intéressée pour rejoindre ce groupement, et faire un marché commun.

Considérant que le marché pourrait également être proposé aux autres communes de Liffré Cormier Communauté dans le cadre des marchés communs, le marché serait joint aux groupements concernant le contrôle des aires de jeux, jeux, équipements sportifs et défibrillateur. Il s'ajoutera alors un troisième lot.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, par 14 voix pour et 2 abstentions,

- **Accepte** la passation de marchés communs pour le contrôle du radon dans les établissements recevant du public et au sein des collectivités,
- **Charge** M le Maire de signer tous les documents s'y rapportant.

2018-09-10

MARCHE COMMUN

CONTROLE AIRE DES JEUX, AIRE DE JEUX ET EQUIPEMENTS SPORTIFS ET CONTROLE DEFIBRILLATEURS

vu Le Décret n°94-699 du 10 août 1994 fixant les exigences de sécurité relatives aux équipements d'aires collectives de jeux

vu Le Décret n°96-1136 du 18 décembre 1996 fixant les prescriptions de sécurité relatives aux aires collectives de jeux

vu Les recommandations de l'Agence française de normalisation concernant les aires de jeux

vu La loi n° 2018-527 du 28 juin 2018 relative au défibrillateur cardiaque

IL EST EXPOSE CE QUI SUIIT :

Considérant que les obligations normatives nécessitent la mise en place de contrôle des jeux, aires de jeux, équipements sportifs, réguliers,

Considérant que les obligations imposent un contrôle des défibrillateurs présents sur les collectivités. Un décret doit venir préciser le type d'établissements est concerné par ce contrôle.

Considérant que Liffré Cormier Communauté possède des équipements sportifs notamment à la Jouserie (équipements de gymnastique, buts, paniers de baskets, ...) et également un défibrillateur à la piscine intercommunale.

Considérant que la ville de Liffré possède de nombreux équipements sportifs à contrôler dans ses salles des sports (Davené, SOS Ferry, Jacques Prévert, P. de Coubertin), terrains de football et plateaux sportifs. La commune de Liffré possède également de nombreuses aires de jeux et jeux sur son territoire, ainsi que cinq défibrillateurs.

Considérant que Liffré cormier communauté souhaite passer des marchés concernant ces différents contrôles, la ville de Liffré s'est dite intéressée pour rejoindre ce groupement, et faire un marché commun pour l'ensemble de ces équipements.

Considérant que le marché pourrait également être proposé aux autres communes de Liffré Cormier Communauté dans le cadre des marchés communs.

Le marché serait réalisé en 2 lots distincts :

Lot 1 : contrôle des aires de jeux et des jeux et équipements sportifs

Lot 2 : contrôle des défibrillateurs

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, par 16 voix pour, accepte le principe du marché en commun pour la passation de marchés communs pour le contrôle des aires de jeux, jeux et équipements sportifs ainsi que pour le contrôle des défibrillateurs et charge M le maire de signer les documents concernant cette affaire .

2018-09-11 FONDS NATIONAL DE PEREQUATION DES RESSOURCES INTERCOMMUNALES ET COMMUNALES (FPIC)

Depuis 2012, un Fonds de Péréquation des Ressources Intercommunales et Communales a été mis en place. Il constitue le premier mécanisme national de péréquation horizontale pour le secteur communal. Il existe des intercommunalités contributrices (intercommunalités « riches ») et des intercommunalités bénéficiaires (intercommunalités « pauvres »). Monsieur le Préfet nous informait par courrier du 4 septembre que, sur notre territoire, l'ensemble intercommunal constitué de la Communauté de communes et des communes membres bénéficie d'une enveloppe de reversement de **665 323 €**, dont **406 589 €** pour les communes et **258 734 €** pour l'EPCI.

Cette enveloppe peut être répartie selon 3 possibilités :

- **Répartition dite « de droit commun » (pas de délibération nécessaire)**

- Répartition dérogatoire en fonction du Coefficient d'Intégration Fiscale : l'enveloppe est répartie entre les communes et l'EPCI selon le CIF. Une répartition entre les communes peut être définie selon la population, le revenu moyen par habitant de l'ensemble intercommunal et le potentiel fiscal ou le potentiel financier moyen par habitant. (délibération de l'EPCI à la majorité des 2/3). L'attribution obtenue avec ce mode de calcul ne peut être minoré de plus de 30 % par rapport l'attribution de la commune de droit

- Répartition selon des critères libres (délibération de l'EPCI à la majorité des 2/3 et de l'ensemble des conseils municipaux à la majorité simple avant le 30 juin).

La répartition de droit commun étant la suivante :

Code INSEE	Nom communes	Montant prélevé	Montant reversé	Solde
35031	BOUEXIERE	0	78 424	78 424
35067	CHASNE-SUR-ILLET	0	29 760	29 760
35101	DOURDAIN	0	25 550	25 550
35107	ERCE-PRES-LIFFRE	0	37 579	37 579
35121	GOSNE	0	36 362	36 362
35152	LIFFRE	0	75 407	75 407
35154	LIVRE-SUR-CHANGEON	0	34 056	34 056
35178	MEZIERES-SUR-COUESNON	0	31 799	31 799
35253	SAINT-AUBIN-DU-CORMIER	0	57 652	57 652
TOTAL		0	406 589	406 589

Pour notre commune, le FPIC, suivant la répartition de droit commun ci-dessus s'élèvera à 34 056 € pour 2018.
Il est demandé au Conseil municipal de se prononcer sur cette répartition.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, par 15 voix pour et 1 abstention, retient la répartition de droit commun ci-dessus présenté dans le tableau.